

et timides à côté des discours prononcés par MM. de Bismark et Bennigsen, aux applaudissements du Reichstag; le gouvernement s'est étrangement trompé.

Si le gouvernement a pensé que les vingt lignes lues par M. le marquis de Montier justifieraient la solennité qu'on a donnée à cette lecture, — envoi spécial de M. le ministre aux chambres, convocation extraordinaire du Sénat, etc., — le gouvernement ne s'est pas trompé moins complètement.

Si, enfin, le gouvernement a pensé que les vingt lignes lues par M. de Montier jetteraient un jour quelconque sur la situation, rassureraient les intérêts, rétabliraient la confiance, encore une fois le gouvernement s'est singulièrement trompé.

Ces vingt lignes, fièrement limides, orgueilleusement vides, peuvent tout au plus inspirer un peu de tristesse à tous ceux qui voudraient que la France eût une politique ferme et décidée.

Que nous apprennent-elles?

Nous le cherchons encore.

Elles nous disent que la question du Luxembourg n'a pas été soulevée par nous, mais par la Hollande, comme si, dans tout marché, il ne fallait pas un vendeur et un acheteur, et comme s'il pouvait être de la dignité d'un pays comme la France de dire devant M. de Bismark, qui menace: "Ce n'est pas moi, c'est la Hollande," ainsi que fait un écolier accusé d'avoir convoité des confitures!

Vient-on que nous disions notre pensée?

Non-seulement la communication n'éclaircit pas la question, elle l'obscurcit.

Ainsi que nous l'avons établi, il y a deux questions à résoudre: l'occupation du Luxembourg par les Prussiens et l'annexion éventuelle du Luxembourg à la France.

La seconde question est la plus compliquée et la moins grave; comme l'a dit M. de Montier, sa solution est soumise à trois conditions: le consentement du roi de Hollande, grand duc de Luxembourg; le vœu des populations; l'examen des intérêts des puissances.

Elle est la plus compliquée, parce que d'une des trois conditions peut n'être pas remplie sans que nous soyons entraînés à la guerre.

Elle est la moins grave, car il suffit que le roi de Hollande ne consente plus après avoir consenti, ou que nous offrions des conditions moins bonnes au cédant, pour que nous soyons dégagés.

Nous n'aurons été que maladroits de n'avoir pas mené à bonne fin une transaction qu'il était peut-être imprudent d'engager.

Or, cette question, la plus compliquée, la plus embrouillée, la plus facile à résoudre sans guerre, la moins grave, est justement la seule que M. le marquis de Montier ait jugé convenable d'aborder.

Écartons-la; supposons qu'elle est résolue par la renonciation de la France, par le refus du roi de la Hollande, l'autre reste tout entière, et elle se résume ainsi:

LA PRUSSE A-T-ELLE LE DROIT D'OCCUPER LE LUXEMBOURG et de braquer ainsi son fusil à aiguille sur la France?

La France répond: Non.

L'Europe répond: Non.

M. de Bismark répond: Non.

Si la Prusse n'a aucun droit d'occuper le Luxembourg, pourquoi y demeure-t-elle et y arme-t-elle?

Les journaux allemands et les plus simples bon sens répondent ensemble: Pour empêcher le roi de Hollande de céder la province à la France, pour surveiller la France, pour menacer la France.

Cette ingérence de la Prusse, ce droit de surveillance qu'elle s'arroge, cette menace permanente qu'elle impose, sont-ils oui ou non une insulte pour notre drapeau, une attaque à notre indépendance, un véritable outrage?

Oui répond le sentiment national.

Si la France est insultée, menacée, par la présence sans droits de la Prusse à Luxembourg, que fera la France: 1^o, si l'Europe trouve que la Prusse a raison de violer ce droit; 2^o, si l'Europe déclare que la Confédération germanique ayant été dissoute, la garde du Luxembourg n'appartient qu'à la Hollande.

Dans le premier cas, la France s'inclinera-t-elle devant une décision inique?

Dans le second cas, c'est-à-dire celui qui se résout, la France permettra-t-elle à la Prusse de prolonger une occupation qui est, de l'avis même des Prussiens, une menace injurieuse contre nous?

Voilà toute la question du Luxembourg, et

c'est justement celle que M. le ministre des affaires étrangères a laissée à l'écart.

La communication solennelle du gouvernement nous a donc rien appris sur ce qui est vraiment grave, c'est-à-dire sur la question principale, l'évacuation du Luxembourg, et elle n'a traité que la question secondaire, l'annexion éventuelle du Luxembourg à la France.

Elle ne dissipe donc pas nos craintes; elle ne rassure donc pas nos intérêts; elle ne satisfait donc pas notre patriotisme!

Alors, à quoi bon avoir parlé?

Après comme avant la lecture des vingt lignes, la question reste résumé dans ces trois lignes, par lesquelles nous terminons notre article d'avant hier:

Où l'évacuation du Luxembourg par la Prusse;

Où la guerre avec la Prusse;

Où la France humiliée devant la Prusse.

Eh bien! la question posée dans ces termes n'a qu'une solution, c'est la guerre.

C'est la guerre, parce que la Prusse, encouragée par notre patience de l'an dernier, ne cédera ni sur la question de Mayence, ni sur la question de Luxembourg.

C'est la guerre, parce que la France ne veut pas être humiliée.

On a reproché au gouvernement actuel d'avoir donné à la France moins de liberté que ses prédécesseurs; il ne peut le contester. Mais ce gouvernement a toujours eu une prétention; la prétention d'avoir rendu à la France son rang en Europe, et d'avoir porté haut le drapeau français. Devant la France humiliée, cette prétention n'aurait plus de base.

Voilà pourquoi, entre la Prusse qui ne veut pas céder, et l'empire qui ne veut pas céder, la guerre est inévitable, si, à la dernière heure, M. de Bismark ne montre pas une modération à laquelle il ne nous a guère habitués.

Montant des souscriptions en faveur des incendies de St. Roch et de St. Sauveur jusqu'à cette date.

Québec.....	56,136,00
Montréal.....	14,238,00
Trois-Rivières.....	865,00
Ottawa.....	1,765,00
Haut-Canada.....	8,914,00
dé la Campagne.....	17,383,00
Etats-Unis.....	19,515,00
Prince Edouard.....	1,172,00
Nouveau-Brunswick.....	12,049,00
Nouvelle Ecosse.....	11,042,00
Angleterre Ecosse.....	215,144,00
France.....	934,00
Irlande.....	11,393,00
Allemagne.....	14,00
Le gouvernement du Canada.....	50,000,00
Total.....	369,939,00

60 chargés de provisions	
25 chargés de marchandises	
338 minots de grains	
5,322 minots de patates.	
12,000 paires de couvertures de laines.	

GRAND SUCCES SCIENTIFIQUE. — Sans douleur et sans danger. — Extraction des dents sans aucune douleur au moyen du gaz oxygène nitreux par le Dr. Pourtier, No 15, rue Saint-Jean, vis-à-vis la rue du Palais, Québec.

Theatre Francais. — Nous voyons par les journaux de Montréal, qu'une troupe de comédiens français a fait sa première apparition en cette ville, et qu'elle a débuté mardi dernier dans le grand drame de "Lazarre le Pâtre" par M. Bouchardy.

Parmi ces artistes on nous mentionne madame et M. Larmet, certainement remarquables comédiens, dont le nom est encore dans toutes les bouches, chaque fois que l'on veut s'amuser en parlant de théâtre, fait partie de cette troupe.

Nous espérons qu'après leur séjour à Montréal, ces artistes voudront bien visiter Québec. Nous sommes

persuadé qu'ils n'auront qu'à se féliciter d'être venus visiter notre ville depuis si longtemps privée du plaisir d'entendre de véritables acteurs.

L'adresse suivante des étudiants français aux étudiants allemands se colportent dans le quartier des Ecoles, à Paris:

"Frères allemands,

"L'horizon se montre sombre et menaçant. Des bruits de guerre se font entendre des deux côtés du Rhin. Les nations regardent, inquiète, ce que l'avenir leur prépare.

"Et cependant le temps des haines nationales n'est-il pas passé? Les peuples sont grands, non pas leurs territoires, mais leurs institutions. Ce n'est pas l'extension de leurs frontières, mais celles de leurs libertés, que doivent vouloir la France et l'Allemagne.

"Nul homme de cœur n'a jamais craint la guerre, tout honnête homme doit la détester. Laissons-la pour les misères qu'elle entraîne et pour le despotisme qu'elle engendre.

"N'appartient-il pas aux étudiants d'affirmer hautement ces grandes vérités. Ne marcherons-nous pas ensemble dans cette voie féconde, frères allemands?

"Que par vous, avec vous, ce soit la paix avec ses splendeurs qui conduise désormais les nations à la prospérité, à la grandeur, à la liberté."

— On annonce la mort, à l'île de la Réunion de M. Paul Julien, violoniste, qui eut son heure de célébrité, mais dont peu de personnes se souviennent probablement aujourd'hui.

Enfant de neuf ans à peine, il émerveilla tout Paris: puis, il parcourut successivement l'Angleterre, les deux Amériques, le Brésil, le Pérou, le Chili, la Havane, excitant partout l'enthousiasme.

Il se préparait à compléter son tour du monde, en visitant l'Inde et l'Australie, et comptait ensuite se fixer à Paris, pour jouer en paix d'une fortune péniblement acquise, quand la mort est venue l'enlever en pleine jeunesse et déjouer tous ses projets.

CURE MERVEILLEUSE. — Samuel B. Wing a été soldat, et blessé à Spotsylvania. Il a reçu à bras tendu, une balle dans le coude. La balle a été le long de l'humérus, et a pénétré dans la poitrine, entraînant avec elle des lambeaux de vêtements. Depuis lors il souffre toujours, et il a des accès de toux qui ont fait croire qu'il avait la poitrine atteinte. Il n'en était rien; ce qui l'enrhuma, c'était la présence d'un corps étranger, et même de plusieurs corps étrangers dans le poulmon droit. Dix mois après sa blessure, il a craché, dans une quinte, un morceau de flanelle d'un pouce de long sur un demi-pouce de large. Un an et deux mois plus tard, il a éjecté de la même manière un morceau de doublure, une coquille d'os de trois quarts de pouce de long, un chiffon portant encore des traces de saleté, et qui devait être un débris de chemise, et un lambeau de blouse. Enfin, il y a quatre jours, il a craché le projectile, qui était une balle conique de celles employées pour les fusils de Springfield; ces balles, comme on sait, pèsent un peu plus d'un once. Wing, depuis la guerre n'avait pu quitter la chambre. Aussitôt qu'il fut débarrassé de son dernier poids qu'il avait sur la poitrine, il se sentit alléger et aussi bien portant qu'à aucune époque de sa vie. Il est immédiatement sorti pour aller visiter ses amis, et depuis il ne quitte plus les cabarets de son endroit, où il est fêté comme un phénomène. Il y a de quoi, en effet, et bien des gens sont devenus fous qui ne l'avaient pas vu de bien mérité.

Aucun parti américain n'a jusqu'ici inscrit la revendication des droits de la femme sur la plateforme. Sans doute il faut chercher l'explication de ce fait dans les graves préoccupations nées de la rébellion et de l'affranchissement des noirs. Mais, bien que républicains et démocrates aient négligé de se prononcer sur la question, elle n'en a pas moins fait son chemin. C'est ainsi que nous avons vu, il y a peu de mois, neuf membres du Sénat fédéral voter pour le suffrage des femmes dans le district de Columbia. La législature du Kansas est venue ensuite; qui a soumis à la ratification du peuple le 1^{er} Etat un amendement constitutionnel ayant pour but d'effacer le mot "blanc" des statuts électoraux. Aujourd'hui, c'est le Wisconsin qui se prononce dans le même sens. La seconde chambre de la